

Emetteur :

Conseil Départemental de
l'Aisne

Rue Paul Doumer
02013 LAON cedex
Tél. 03 23 24 60 60

Courriel : ccauret@aisne.fr

Programme opérationnel national 2014-2020 Fonds social européen (FSE)

Appel à projets pour l'année 2022

Présenté à l'Assemblée départementale du 27 juin 2022

Public-cible : Le Conseil départemental de l'Aisne

Axe 5 : Lutter contre les conséquences sociales de la crise sanitaire et préparer la reprise (REACT EU)

Objectif thématique 13 : Favoriser la réparation des dommages à la suite de la crise engendrée par la pandémie de COVID-19 et préparer une reprise écologique, numérique et résiliente de l'économie

Priorité d'investissement 13.1 : Favoriser la réparation des dommages à la suite de la crise engendrée par la pandémie de COVID-19 et pour préparer une reprise écologique, numérique et résiliente de l'économie

Objectif(s) spécifique(s) et dispositifs concernés par l'appel à projets :

OS1 : Améliorer l'insertion des personnes le plus impacté par la crise, notamment les inactifs, les jeunes et les demandeurs d'emploi de longue durée, et améliorer l'offre d'insertion (réf. 5.13.1.1)

Dispositif N° 7 : REACT EU - Accompagnement des personnes les plus impactées par la crise engendrée par la pandémie de COVID-19

**Date de lancement de l'appel à projets :
11 juillet 2022**

Date limite de dépôt des candidatures au titre de l'année 2022 :	12 septembre 2022
---	--------------------------

Les opérations ne doivent pas être terminées à la date du dépôt de la demande

La demande de concours est obligatoirement à remplir et à déposer sur le site Ma Démarche FSE
(*Programmation 2014-2020*)

Compte tenu de l'obligation de dématérialisation de la gestion du FSE, aucun dossier de demande de subvention en version papier ne peut être déposé.

https://ma-demarche-fse.fr/si_fse/servlet/login.html

Les actions de sensibilisation ou d'information seules ne sont pas éligibles à cet appel à projets.

Sommaire

Appel à projets sur le dispositif suivant, en référence à la subvention globale :

Dispositif N° 7 : Accompagnement des personnes les plus impactées par la crise engendrée par la pandémie de COVID-19.

Annexe A – Règles, obligations et critères de sélection FSE ;

Annexe B – Publicité obligatoire ;

Annexe C – Suivi des participants obligatoire ;

Annexe D - *Suivi des entités et des participants pour les opérations du programme national FSE*

Annexe E spécifique aux appels à projets du Département de l'Aisne – Définitions et critères pour le renseignement des indicateurs de réalisation, notamment les indicateurs de réalisation du cadre de performance ;

Annexe F spécifique aux appels à projets du Département de l'Aisne – Questionnaire de recueil des données participants à la sortie d'une opération FSE ;

Annexe G - Protection des données à caractère personnel ;

Annexe H – Note de nommage des pièces-jointes sur MDFSE.

Cet appel à projets comporte des annexes reprenant les différents principes et obligations liés à la gestion du FSE.

Ces annexes font parties intégrantes de l'appel à projets. En présentant un dossier de demande de subvention FSE, le porteur s'engage à respecter strictement les modalités de gestion du FSE détaillées dans les annexes.

I- DIAGNOSTIC ET OBJECTIFS GENERAUX

La stratégie d'intervention des fonds REACT EU :

La pandémie de Covid-19 a fortement affecté l'Union européenne (UE) tant sur le plan sanitaire, social qu'économique. En réponse, la Commission européenne a lancé en mai 2020 un plan de relance de 750 milliards d'euros pour réparer les dommages causés par la crise et soutenir la relance dans les Etats membres.

Le dispositif REACT-EU, acronyme de « Recovery Assistance for Cohesion and the Territories of Europe » (soutien à la reprise en faveur de la cohésion et des territoires d'Europe) vient apporter un appui financier supplémentaire et exceptionnel de 47,5 milliards d'euros, en réabondant certains programmes 2014-2020 de la politique de cohésion, dont le Fonds social européen (FSE), afin d'assurer une reprise de l'économie européenne.

Le programme national FSE pour l'emploi et l'inclusion en métropole bénéficie à ce titre de 617M€, dont 150M€ sont affectés au volet déconcentré.

Pour les Hauts-de-France, le volet FSE de REACT EU correspond à 18 969 927 €, dont 663 948 € maximum consacrés à l'assistance technique, répartis entre les cinq Conseils départementaux de la région, en qualité d'organisme intermédiaire. Sur cette base, le Conseil départemental de l'Aisne bénéficie d'une enveloppe de 1 373 206 €.

Les démarches de montage de projet sont similaires à celles des projets FSE et soumis aux mêmes modalités de gestion. Cependant, contrairement à la règle du cofinancement, les projets sélectionnés dans le cadre de REACT-EU pourront être financés à 100% par des crédits européens.

Contexte départemental :

L'Aisne, un département touché par la précarité :

En 2018, le taux de pauvreté dans l'Aisne est de 18,4%, niveau inférieur à ceux du Nord (19,1%) et du Pas-de-Calais (19,3%) mais supérieur à celui de France métropolitaine (14,6% - *Source DIRECCTE Hauts-de-France, Chiffres clés : 3^e trimestre 2021*).

Un emploi agricole encore très présent :

En 2020, près d'un emploi sur dix du département est un emploi non salarié, alors que cette part est de 8,7% au niveau régional (*Source : INSEE, Emploi salarié et non salarié en 2020 et évolution annuelle*).

Le poids du secteur agricole représente 4,4% de l'emploi départemental, soit le niveau le plus élevé de la région.

L'Aisne est également marquée par le poids important du tertiaire non marchand qui représente 37,0% de l'emploi total.

Au niveau industriel, l'Aisne est le troisième département de la région derrière l'Oise et la Somme (*Source : INSEE, Structure de l'emploi total par grand secteur d'activité en 2020*).

Le taux de chômage dans le département de l'Aisne :

L'Aisne est le département de la région le plus touché par le chômage. Son taux atteint 11,5% au 3^{ème} trimestre 2021, alors que la moyenne régionale est de 9,7% et la moyenne en France métropolitaine de 7,9%.

C'est aussi un des taux les plus importants de France métropolitaine ; seules les Pyrénées-Orientales dépassent ce niveau (12.5% - *Source : INSEE, Chiffres clés, Taux de chômage localisés au 3^{ème} trimestre 2021*).

Le nombre de demandeurs d'emploi dans le département de l'Aisne :

Dans l'Aisne, le nombre de demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi et sans activité (catégorie A) s'établit à 34 560 au troisième trimestre 2021, ce qui correspond à un retour à la situation du 3^{ème} trimestre 2019, avant la crise due à la pandémie de Covid19.

Le nombre de demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi et ayant exercé ou non une activité dans le mois (catégorie ABC) s'établit à 55 310 à la même période, contre 54 520 au dernier trimestre 2019 (*Source DIRECCTE Hauts-de-France, Chiffres clés : 3^e trimestre 2019 et Chiffres clés : 3^e trimestre 2021*).

Objectif du présent appel à projets :

Le dispositif REACT-EU relève du Programme Opérationnel National FSE 2014-2020. A ce titre, il est nécessaire de rappeler les orientations d'intervention suivantes :

- Le Fonds social européen est un outil financier dont l'objectif est d'améliorer les possibilités d'emploi, de formation, d'éducation et de lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale.
- Le programme 2014-2020 a pour objectif le développement des régions européennes par une croissance durable (dans le sens développement durable), intelligente (efficace) et inclusive (sociale).

Le dispositif REACT EU doit être mobilisé dans le champ du FSE en faveur de l'accès à l'emploi et du maintien dans l'emploi, de l'investissement dans la formation et les compétences, de l'appui à la création d'emploi et en faveur de l'inclusion sociale et de la lutte contre la pauvreté (DGEFP – 07 septembre 2021).

L'objectif est de compléter et renforcer les actions mises en œuvre en faveur des personnes les plus éloignées de l'emploi.

Ainsi, le présent appel à projets vise à soutenir les actions d'accompagnement des publics vulnérables, de coordination des acteurs de l'inclusion ou d'ingénierie et de coordination des parcours d'insertion.

Cet appel à projets se décline en actions éligibles au titre du programme opérationnel national FSE 2014-2020, décrites ci-dessus.

Il s'agit d'un appel à projets interne, seul le Conseil départemental de l'Aisne pourra y répondre.

A titre d'information, il convient de préciser quelques principes pour faciliter la compréhension de cet appel à projets lancé par le Département de l'Aisne, dans le cadre de cette période 2014-2020. Ces principes figurent en **annexe A « Règles, obligations et critères de sélection FSE »**.

II- LES TYPES D' ACTIONS ELIGIBLES

AXE 5 : Lutter contre les conséquences sociales de la crise sanitaire et préparer la reprise (REACT EU)

OBJECTIF SPECIFIQUE N°1 (réf : 5.13.1.1) : Améliorer l'insertion des personnes le plus impacté par la crise, notamment les inactifs, les jeunes et les demandeurs d'emploi de longue durée, et améliorer l'offre d'insertion

Dispositif N° 7 : REACT EU - Accompagnement des personnes les plus impactées par la crise engendrée par la pandémie de COVID-19

Situation de référence :

Le département de l'Aisne compte 17 521 foyers percevant du RSA Socle, représentant 38 283 personnes couvertes, soit près de 7% de la population départementale. Au sein de cette population, 19 842 personnes étaient identifiées comme « soumises à droits et obligations » (Source : données trimestrielles Elisa – Décembre 2021).

Dans l'Aisne, l'accompagnement des parcours d'insertion professionnelle est en grande majorité effectué sous l'égide du service public de l'Emploi (Pôle Emploi), ses partenaires et co-traitants.

L'accompagnement des participants vers l'accès à l'emploi ou à un parcours bénéficiaire ne peut pas être unilatéral, c'est-à-dire concentré sur le volet emploi ou professionnel. En effet, il est important de prendre en compte la distance à l'emploi pouvant se caractériser par :

- des freins sociaux ;
- des problématiques liées à la santé du bénéficiaire ;
- un faible niveau de formation, ou une inadaptation de la formation au marché du travail ;
- une nécessité de remobilisation afin de projeter le bénéficiaire dans une démarche d'insertion professionnelle active.

Pour ces raisons, il est nécessaire de mettre en œuvre un accompagnement individualisé et renforcé des publics, s'inscrivant dans la durée et dans une prise en charge globale de la personne permettant au bénéficiaire d'engager une démarche d'insertion professionnelle.

Le Conseil départemental propose un accompagnement pour les bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA) soumis à droits et devoirs. En 2021, plus de 97% de ces bénéficiaires étaient effectivement orientés vers un référent unique :

- 33% vers un travailleur social afin d'engager un parcours d'insertion sociale ;
- 64% vers un acteur du champ de l'insertion professionnelle afin d'engager une démarche d'insertion visant l'emploi ou la formation.

Ce public bénéficiaire du RSA s'inscrit ainsi dans un dispositif d'accompagnement structuré et suivi mobilisant les intervenants spécialisés du domaine social comme ceux du champ de l'insertion professionnelle. Ces intervenants mobilisent les ressources disponibles localement.

Au-delà de ce dispositif spécifique, Pôle Emploi intervient également dans le département de l'Aisne sur l'accompagnement renforcé d'un public spécifiquement demandeur d'emploi. En 2014, un nouveau partenariat conventionnel a été validé pour mettre en œuvre conjointement et à compter de 2015 l'accompagnement global.

Favorisant le rapprochement d'expertises, cette convention va permettre :

- aux conseillers Pôle Emploi d'élaborer des parcours prenant davantage en compte des aspects sociaux non seulement pour les allocataires du RSA mais également pour l'ensemble des demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi qui en ont besoin ;
- aux travailleurs sociaux ayant en charge l'accompagnement social des personnes inscrites comme demandeurs d'emploi de s'appuyer sur l'expertise des conseillers Pôle Emploi.

Tous les participants accompagnés, quel que soit leur statut seront inscrits dans une logique de parcours, constitué :

- d'un diagnostic de la situation de départ ;
- d'un objectif à contractualiser ;
- des moyens et étapes à mettre en œuvre pour atteindre l'objectif partagé.

Par ailleurs, il existe dans le département de l'Aisne d'autres acteurs de l'insertion et notamment les PLIE (Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi) qui mettent en œuvre des dispositifs d'accompagnement au sein de leur territoire d'intervention. Mis en œuvre par les collectivités locales et les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), les PLIE sont les plateformes partenariales de proximité. Ils assurent la maîtrise d'ouvrage déléguée de la politique territoriale de l'insertion et de l'emploi. Ils ont pour mission de mettre en cohérence les programmes et les actions sur le territoire afin de :

- Prévenir l'exclusion sociale et professionnelle qui affecte une partie des actifs ;
- Organiser un accompagnement individualisé de proximité assuré par un référent unique ;
- Développer une ingénierie financière et technique de projets d'insertion durable dans l'emploi ;
- Mobiliser les partenaires institutionnels et les employeurs sur le territoire.

Dans l'Aisne, six PLIE sont identifiés dont quatre ont choisi de se regrouper au sein de l'Association Départementale des PLIE de l'Aisne (ADPA) afin de se constituer Organisme Intermédiaire (OI) pivot et pouvoir ainsi solliciter la gestion d'une enveloppe du Fonds Social Européen (FSE).

Le territoire d'intervention de ces PLIE concerne les communes qui interviennent dans le financement des PLIE :

- Communauté d'agglomération du Saint-Quentinoise (PLIE de l'agglomération de Saint-Quentin) ;
- Communauté d'agglomération de la région de Château-Thierry (PLIE du Sud de l'Aisne) ;
- Communauté de communes du canton de Charly-sur-Marne (PLIE du Sud de l'Aisne) ;
- Communauté de communes du Pays des Trois Rivières (PLIE des Trois Rivières) ;

- Communauté de communes du Pays du Vermandois (PLIE du Pays du Vermandois).

Par conséquent, l'ADPA ne couvre pas l'intégralité du département de l'Aisne car son territoire d'intervention représente environ 37% de la population départementale.

Dans le cadre de sa stratégie de mobilisation des crédits REACT EU sur son territoire au titre du présent programme, le Conseil départemental souhaite renforcer sa politique d'insertion sur tout le territoire départemental et pour tous les publics, y compris pour des publics spécifiques.

Objectifs stratégiques et moyens mobilisés :

L'objectif est :

- d'accroître le nombre de personnes éloignées de l'emploi et/ou rencontrant des vulnérabilités, y compris les jeunes, rendant difficiles l'accès ou le retour à l'emploi qui bénéficient d'un accompagnement adapté, multifactoriel et personnalisé vers l'emploi ;
- de renforcer la qualité et l'efficacité des parcours d'accompagnement en prenant en compte la dimension multifactorielle des freins au retour à l'emploi.

Types d'opérations :

Les opérations visées dans ce dispositif doivent permettre de :

- mettre en place un référent unique de parcours dans le cadre d'un accompagnement multidimensionnel pour coordonner les différentes interventions en lien avec les besoins identifiés ;
- caractériser la situation de la personne, identifier ses besoins et élaborer avec elle son projet professionnel, en privilégiant les diagnostics pluridisciplinaires et partagés ;
- lever les freins professionnels, sociaux, psychologiques et médicaux à l'emploi ou au retour à l'emploi ;
- coordonner les acteurs de l'insertion, mettre en œuvre une ingénierie de parcours et de coordination de parcours en faveur des personnes les plus éloignées de l'emploi.

Exemple :

- Accompagnement global dans le cadre des binômes formés par les travailleurs sociaux de Pôle emploi et du Conseil départemental ;
- Référent de parcours professionnel ;
- Appui au parcours emploi des bénéficiaires en mobilisant toutes les ressources du territoire ;
- Coordination des parcours d'insertion des bénéficiaires accompagnés et notamment amélioration de l'articulation entre démarches d'accompagnement social et professionnel.

Critères de sélection des opérations :

Les projets déposés doivent être éligibles et seront sélectionnés au regard des critères suivants :

- Le respect de l'éligibilité temporelle (cf paragraphe ci-dessous « période de réalisation ») ;
 - La contribution aux différents objectifs stratégiques définis et aux orientations du Programme Opérationnel National FSE ;
 - Le respect des orientations du Plan Départemental de l'Insertion ;
 - La cohérence du projet avec la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté ;
 - La capacité à apporter des réponses aux problématiques additionnelles et aux besoins spécifiques des publics visés ;
 - L'effet levier du projet pour l'emploi ;
 - L'agrément et la capacité technique et financière de la structure ;
 - La capacité de la structure à respecter les conditions de suivi et d'exécution de l'opération telles que prescrites par les textes communautaires et nationaux applicables ;
 - La prise en compte des priorités suivantes : l'association d'expertises pluridisciplinaires pour la construction et la mise en œuvre des parcours ; la sécurisation des étapes du parcours ; la participation des personnes bénéficiaires à la définition, la mise en œuvre et l'évaluation des parcours, notamment dans le cadre d'expérimentations, le caractère innovant des réponses apportées ;
 - La contribution à l'atteinte des cibles du cadre de performance. En effet, les opérations relevant de cet objectif spécifique et de cet axe du PON FSE font l'objet d'indicateurs de réalisation (chômeurs/inactifs) pris en compte dans le cadre de performance. L'atteinte de valeurs cibles conditionne l'attribution d'une réserve de performance ou la suspension des remboursements FSE. Les opérateurs contribuent à l'atteinte des objectifs fixés.
- A l'horizon 2023, les cibles à atteindre pour le Conseil départemental de l'Aisne sont les suivantes : 2 892 chômeurs et 2 892 chômeurs et 2 366 inactifs ;
- Le caractère transversal de l'action au regard des principes horizontaux que sont l'égalité entre les femmes et les hommes, l'égalité des chances et la non-discrimination, le développement durable sur son volet environnemental (possibilité de mobilisation au titre de plusieurs politiques) ;
 - La territorialisation de l'action sur le département ;
 - La cohérence et la pertinence du budget de l'action et du montant FSE sollicité avec le coût du parcours individuel.

Public visé :

Toutes les personnes en situation, ou menacées, de pauvreté, en âge d'intégrer le marché du travail et confrontées à des difficultés de nature à compromettre fortement des possibilités d'un retour à l'emploi durable. Par exemple : compétences et savoirs de base peu ou mal maîtrisés, très faible niveau de formation/ qualification, personnes confrontées à des problèmes de logement, de santé, de mobilité, de garde d'enfants, personnes en situation de handicap, personnes déjà inscrites dans un parcours d'insertion, notamment dans une structure de l'IAE, etc.

Les personnes bénéficiaires de minima sociaux présentent généralement ces caractéristiques cumulées mais d'autres catégories de personnes en situation, ou menacées de pauvreté sont également visées, dès lors qu'elles cumulent des freins professionnels et sociaux d'accès à l'emploi.

Types de bénéficiaires :

- Le Conseil départemental de l'Aisne

Période de réalisation :

La période de réalisation devra être précisée dans la réponse des candidats.

La date de démarrage des opérations devra se situer entre le 1er janvier 2022 et le 31 décembre 2022. Les opérations devront prendre fin au plus tard le 30 juin 2023. Néanmoins, en fonction des crédits résiduels et sur demande du porteur, le service instructeur, en opportunité, pourra accepter une prolongation d'opération sur l'année 2023, dans l'hypothèse où la période de réalisation des opérations programmées au titre de l'axe 5 par le Conseil départemental de l'Aisne fixée par sa convention de subvention globale serait étendue.

La date limite de dépôt des demandes est fixée au 12/09/2022.

Financement prévisionnel :

Dans le cadre de la mobilisation des crédits REACT-EU en réponse à la crise liée à la pandémie de COVID19, **le taux de cofinancement du FSE est porté jusqu'à 100 % des dépenses éligibles totales.**

Une attention particulière est portée aux actions présentant un caractère structurant, de manière à accroître l'effet levier et la valeur ajoutée du FSE au regard des dispositifs de droit commun. Les actions devront être en cohérence avec la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté.

Aucune subvention ne sera accordée en dessous de 10 000 € de FSE.

Éligibilité des dépenses :

Les dépenses présentées sont éligibles aux conditions suivantes :

- Elles sont liées et nécessaires à la réalisation de l'opération sélectionnée et sont supportées comptablement par l'organisme (sauf exceptions précisées dans les textes nationaux et communautaires applicables) ;
- Elles doivent pouvoir être justifiées par des pièces comptables justificatives probantes ;
- Elles sont engagées, réalisées et acquittées selon les conditions prévues dans l'acte attributif de subvention, dans les limites fixées par le règlement général et le Programme opérationnel.

Éligibilité des participants :

L'éligibilité des participants sera déterminée lors de l'instruction et reprise dans la convention. De façon indicative et non exhaustive les justificatifs suivants peuvent être demandés :

- attestation de la CAF indiquant que la personne est allocataire RSA

Ces justificatifs de l'éligibilité des participants seront exigés lors du contrôle de service fait.

Périmètre géographique :

Le territoire départemental.

III- MODALITES DE MISE EN ŒUVRE ET INFORMATIONS PRATIQUES

Critères de recevabilité :

Le projet fera l'objet d'un examen sur sa recevabilité.

La recevabilité portera sur la complétude du dossier et fera éventuellement l'objet de demandes complémentaires.

Titre des pièces à fournir :

- Présentation de la structure (plaquette, dernier rapport annuel d'exécution) ;
- Document attestant la capacité du représentant légal ;
- Délégation éventuelle de signature ;
- Relevé d'Identité Bancaire mentionnant l'IBAN et le BIC ;
- Attestation de non-assujettissement à la TVA délivrée par le Centre des Finances Publiques (si c'est le cas) ;
- Justificatif prévisionnel de chaque cofinancement ;
- Comptes de résultats et bilans des trois derniers exercices clos et leurs annexes ;
- Le Procès-Verbal de la dernière Assemblée Générale ou du Dernier Conseil d'Administration approuvant le projet et son plan de financement prévisionnel ;
- Le budget (prévisionnel) réel de l'action concernée.

NB : Cette liste de pièces à fournir est non-exhaustive.

Au préalable et avant tout dépôt de dossier sur MDFSE, il est encouragé de contacter les services du Département :

Gestionnaires :

Aurélie KERMAD
akermad@aisne.fr
03.23.24.62.12

Auriane PERREIN
aperrein@aisne.fr
03.23.24.68.29

Principales étapes de gestion d'une demande de subvention FSE :

1-Dépôt du dossier de demande de subvention FSE sur MDFSE en rattachant le projet au PON FSE, à la région Hauts-de-France versant Picard et à l'appel à projets du Conseil départemental de l'Aisne.

→Envoi automatique d'une attestation de dépôt.

A noter : Pendant l'instruction du dossier, le service gestionnaire pourra être amené à demander des ajustements du plan de financement en fonction des crédits disponibles. Il pourra également retravailler avec le candidat les différents aspects du projet.

2-Etude de la recevabilité administrative (présence de toutes les parties renseignées, des pièces et des documents joints nécessaires) :

- si le dossier est incomplet, des pièces complémentaires pourront être demandées ;
- si le dossier est irrecevable, une notification de non recevabilité sera envoyée au porteur ;
- si le dossier est recevable, une attestation de recevabilité sera émise et le dossier fera l'objet d'une instruction.

3-Instruction de la demande par le service gestionnaire, échanges avec l'organisme demandeur, si nécessaire demande(s) de modifications par le service gestionnaire via MDFSE qui devra/devront être traitée(s) par le bénéficiaire.

4-Avis préalable du pré-comité FSE composé de la Cellule Europe du Conseil départemental de l'Aisne, le service Insertion du Conseil départemental de l'Aisne (sauf quand ce dernier porte l'action), l'autorité de gestion déléguée (DREETS).

5-A partir de la synthèse, inscription de la demande de subvention à l'ordre du jour de la Commission Permanente du Conseil départemental.

6-Notification de la décision à l'organisme demandeur ; pour une décision d'accord, envoi d'une convention de financement par le FSE pour signature et retour.

7-La convention est téléchargée dans MDFSE. Une notification est transmise lorsque la demande de subvention passe au statut conventionné. Une avance de 20% du montant FSE conventionné peut-être versée à la demande du porteur de projets et sur présentation d'une attestation de démarrage de l'opération.

8-Visite sur place : celle-ci est effectuée en cours d'opération (sur la base d'un échantillonnage) afin de vérifier les différents éléments du dossier : réalité physique de l'opération, bon déroulement, respect des obligations de publicité liées au financement communautaire et régularité des conditions de suivi de l'opération et d'archivage des pièces justificatives.

9-Bilan d'exécution du projet : le bilan d'exécution du projet permet de consolider et rendre compte de la réalisation du projet. Il est constitué de plusieurs parties : bilan qualitatif, bilan quantitatif et bilan financier. L'organisme doit le transmettre au plus tard dans les 6 mois qui suivent la fin de l'action.

NB : pour les projets déposés sur plusieurs années, un bilan d'exécution intermédiaire doit être réalisé en cours d'action. Les conditions de recevabilité des bilans d'exécution et des demandes de paiement sont précisées dans l'article 7.2 de la convention d'attribution.

10-Contrôle de Service Fait : à l'appui du bilan et des pièces justificatives transmises par le porteur de projet (factures, fiches de paie, etc.), le service gestionnaire réalise le CSF, ce qui permet de conclure à la subvention FSE restant à verser.

Lutte anti-fraude et gestion des réclamations :

-Plateforme ELIOS :

L'Union Européenne (UE) est mobilisée depuis plusieurs années dans la lutte contre la fraude affectant le budget de l'UE et la corruption.

Dans le cadre du FSE, l'article 125 paragraphe 4 du règlement n°1303/2013 recommande à l'autorité de gestion de mettre en place les « mesures antifraude efficaces et proportionnées tenant compte des risques recensés » et à prendre les mesures nécessaires pour prévenir, détecter et sanctionner la fraude et les irrégularités de manière efficace, et rembourser les montants irréguliers au budget de l'UE.

L'article 59 du règlement financier (UE) n°966/2012 impose aux Etats membres la responsabilité première dans le cadre de la gestion partagée des risques de fraude.

Il vous est rappelé qu'en vertu de l'article 40 du Code de procédure pénale, « toute autorité constituée, tout officier public ou fonctionnaire qui, dans l'exercice de ses fonctions, acquiert la connaissance d'un crime ou d'un délit est tenu d'en donner avis sans délai au procureur de la République et de transmettre à ce magistrat tous les renseignements, procès-verbaux et actes qui y sont relatifs ».

La DGEFP s'est engagée à promouvoir une politique anti-fraude. Vous avez donc la possibilité de déposer un signalement sur le site : <https://www.plateforme-elios.fse.gouv.fr/>

-Plateforme EOLYS :

<https://www.plateforme-eolys.fse.gouv.fr/>

La DGEFP et l'ensemble des services gestionnaires impliqués dans la mise en œuvre des programmes opérationnels FSE et IEJ s'inscrivent dans une démarche qualité. Il se peut néanmoins que vous soyez insatisfait d'un service ou du traitement de votre dossier et que vous souhaitiez formuler une réclamation.

Le but de cette plateforme est d'assurer la réception de votre réclamation et le suivi du traitement de celle-ci.

Tout porteur de projet, bénéficiaire ou structure en contact avec les services gestionnaires du Programme opérationnel national FSE ou IEJ ou des programmes Etat/DOM peut déposer une réclamation concernant le traitement de son dossier. Il convient néanmoins de privilégier les échanges directs avec le service gestionnaire avant d'entamer toute démarche de réclamation sur la plateforme.

NB : le dépôt sur cette plateforme est exclusivement réservé aux réclamations relatives aux programmes du Fonds Social Européen et de l'Initiative pour l'Emploi des Jeunes (FSE/IEJ) portés par l'Etat.

Le dépôt d'une réclamation ne se substitue pas aux recours administratifs et contentieux. Ainsi, cette plateforme n'a pas vocation à traiter les contestations de décisions, notamment individuelles, prises par les services gestionnaires ou de contrôle et qui relèvent des recours pré-cités.

Vous pouvez introduire une réclamation jusqu'à six mois après l'incident.

- Utilisation de l'outil ARACHNE :

ARACHNE est un outil d'alerte et de contrôle, mis à disposition par la Commission Européenne, qui permet de détecter les conflits d'intérêts et les fraudes.

Le Conseil départemental de l'Aisne intègre cet outil dans son système de gestion des risques et de contrôle du FSE. Grâce à un croisement de plusieurs bases de données rendu possible par ARACHNE, le Conseil départemental de l'Aisne est ainsi en capacité de sécuriser l'intervention du FSE.

En conformité avec la réglementation, les données exploitées par ARACHNE proviennent du système de stockage de données électroniques mis en place pour le suivi des différents Programmes opérationnels de fonds européens. Ces données sont définies à l'annexe III du R(UE) n° 480/2014. Le système de stockage des données électroniques et le traitement qui en est fait sont également régis par la réglementation européenne et nationale.

ANNEXE A :

REGLES, OBLIGATIONS ET CRITERES DE SELECTION FSE

1- TEXTES DE REFERENCE SUR L'ELIGIBILITE DES DEPENSES

- ⇒ Règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013, portant dispositions communes relatives au FEDER, au FSE, au Fonds de cohésion, au FEADER et au FEAMP, portant dispositions générales applicables au FEDER, au FSE, au Fonds de cohésion et au FEAMP, et abrogeant le règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil
- ⇒ Règlement (UE) n° 1304/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds social européen et abrogeant le règlement (CE) n° 1081/2006 du Conseil
- ⇒ Règlement (UE/Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 28 juillet 2018 (dit « Omnibus ») relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union modifiant les règlements (UE) n°1296/2013, (UE) n°1301/2013, (UE) n°1303/2013, (UE) n°1304/2013, (UE) n°1309/2013 (UE), (UE) n°1316/2013, (UE) n°223/2014, (UE) n°283/2014 et la décision n°541/2014/UE, et abrogeant le règlement (UE, Euratom) n°966/2012 ;
- ⇒ Règlement (UE) n°2020/2221 du Parlement européen et du Conseil du 23 décembre 2020 modifiant le règlement (UE) n° 1303/2013 en ce qui concerne des ressources supplémentaires et des modalités d'application afin de fournir un soutien pour favoriser la réparation des dommages à la suite de la crise engendrée par la pandémie de COVID-19 et de ses conséquences sociales et pour préparer une reprise écologique, numérique et résiliente de l'économie (REACT-EU)
- ⇒ Programme Opérationnel National du fonds social européen adopté le 10 octobre 2014, modifié le 18 décembre 2017
- ⇒ Décret n°2016-279 et arrêté d'application du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds structurels et d'investissement européens pour la période 2014-2020
- ⇒ Arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016
- ⇒ Arrêté du 22 mars 2019 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020
- ⇒ Arrêté du 17 mars 2021 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020

Nb : Concernant la mise en concurrence le porteur devra se référer au Code de la commande publique entré en vigueur le 1^{er} avril 2019, dans le cadre notamment de recours à des prestations externes.

2- CRITERES DE SELECTION DES PROJETS DU PROGRAMME OPERATIONNEL NATIONAL FSE

2.1- Critères de sélection nationaux communs du PON FSE 2014-2020 et grands principes directeurs

➤ Critères de sélection communs :

Les **opérations sélectionnées** doivent contribuer à atteindre les objectifs fixés dans le programme opérationnel au niveau de chaque axe, priorité d'investissement et objectif spécifique :

- Le descriptif des opérations doit être précis et détaillé dans la demande d'aide FSE, tant pour les objectifs à atteindre que pour les moyens prévisionnels en nature et en montant mobilisés à cette fin ;
- Les projets doivent être menés au bénéfice direct ou indirect des publics éligibles visés par le programme opérationnel ;
- Les organismes porteurs de projets doivent être en capacité de respecter les conditions de suivi et d'exécution de l'opération telles que prescrites par les textes européens et nationaux applicables, en particulier les obligations liées au bénéfice d'une aide du FSE ;
- Ils doivent notamment présenter une situation financière saine leur permettant de soutenir financièrement leur projet.

En outre, sont appliqués les critères ci-après :

- Les opérations sélectionnées doivent intégrer le principe horizontal de l'égalité entre les femmes et les hommes. En fonction de leur nature, elles doivent aussi prendre en compte les principes horizontaux des règlements européens : égalité des chances et non-discrimination, développement durable ;
- Le volume de l'aide et la dimension de l'opération doivent être subordonnés à une analyse en termes de coûts/avantages du financement par le FSE au regard des contraintes de gestion et de suivi de l'opération cofinancée afin d'encourager la concentration des crédits.

➤ **Grands principes directeurs :**

Par ailleurs, sont privilégiées les opérations présentant une « valeur ajoutée européenne » et répondant aux exigences suivantes :

- La logique de projet (stratégie, objectifs, moyens, résultats) et la qualité du partenariat réuni autour du projet ;
- L'effet levier du projet, sa capacité à mobiliser d'autres sources de financement ;
- Le caractère original et innovant du projet ;
- L'articulation des fonds ;
- L'effet levier pour l'emploi ;
- La mise en œuvre d'une simplification des coûts ;
- Le caractère anticipatif des opérations sur les problématiques de mutations économiques et sociales.

Enfin, seront favorisées les opérations innovantes ; **les opérations ne visant que l'information et la sensibilisation des publics concernés seront écartées.** Les expérimentations devront être conduites à la bonne échelle et mises en œuvre dans des conditions qui permettent d'en évaluer les effets dans l'optique d'une généralisation.

Les opérations soutenues au titre de la priorité d'investissement 13.1 seront appréciées au regard de :

- leur contribution aux différents objectifs spécifiques définis ;
- leur capacité à apporter des réponses aux problématiques additionnelles et aux besoins spécifiques des publics visés ;
- leur prise en compte des priorités suivantes :
 - l'association d'expertises pluridisciplinaires pour la construction et la mise en œuvre des parcours ;
 - la sécurisation des étapes du parcours;
 - la participation des personnes bénéficiaires à la définition, la mise en œuvre et l'évaluation des parcours, notamment dans le cadre d'expérimentations ;
 - le caractère innovant des réponses apportées ;
 - Le respect des orientations du Plan Départemental de l'Insertion ;
 - La cohérence avec la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté ;
 - Le ciblage des publics les plus impactés par la crise.

2.2- Critères de sélection complémentaires liés au présent appel à projets

- Les opérations sélectionnées doivent contribuer à atteindre les objectifs fixés dans le présent appel à projets ;
- La temporalité des projets qui doit être appréciée au vu de la cohérence du calendrier de réalisation des actions proposées (viabilité du calendrier de réalisation) ;
- Vérification de l'adéquation entre les moyens mobilisés et les résultats attendus (viabilité du calendrier, capacité opérationnelle et proportionnalité des moyens) afin de statuer sur la faisabilité de l'opération ;
- Capacité de l'opérateur à mettre en œuvre les moyens nécessaires, humains et administratifs, pour assurer la bonne gestion de l'aide FSE ;
- Capacité d'anticipation de l'opérateur aux obligations communautaires en termes de publicité.
- Les dépenses directes de personnel devront être supérieures à 0,1 ETP. Toute exception devra être dûment justifiée (exemple : cas des opérations nécessitant un découpage territorial). Le seuil de 0.1 ETP ne vaut que pour la sélection de l'opération et n'est pas un critère d'éligibilité des dépenses.

3- REGLES D'ELIGIBILITE DES DEPENSES

Les dépenses présentées sont éligibles aux conditions suivantes :

- Elles sont liées et nécessaires à la réalisation de l'opération sélectionnée et sont supportées comptablement par l'organisme (sauf exceptions précisées dans les textes nationaux et communautaires applicables) ;
- Elles doivent pouvoir être justifiées par des pièces comptables justificatives probantes ;
- Elles sont engagées, réalisées et acquittées selon les conditions prévues dans l'acte attributif de subvention, dans les limites fixées par le règlement général et le Programme opérationnel ; chaque bénéficiaire conventionné dans le cadre de cet appel à projets s'engage à fournir un bilan d'exécution de leur opération à l'issue d'une période de 12 mois pour un dossier pluriannuel, à la fin des 12 mois de

réalisation pour un dossier annuel. Ce bilan doit être déposé sur le site MaDemarcheFSE **au maximum** 6 mois après la fin de l'opération annuelle, 6 mois maximum après la fin de chaque tranche de 12 mois pour un dossier pluriannuel.

4- REDUCTION DE LA CHARGE ADMINISTRATIVE – SIMPLIFICATION DES PROCEDURES

Des mesures de simplification sont introduites dans le cadre de la programmation FSE 2014-2020, dont les taux forfaitaires.

Ainsi, les porteurs de projets disposent de deux options pour présenter le budget prévisionnel de leur opération :

- Option 1 : le budget prévisionnel de l'opération est établi sur la base des dépenses directes de personnels internes et associés, augmentées de 40 %, ce forfait permettant de couvrir l'ensemble des autres coûts du projet, directs et indirects. **(NB : renseigner tout de même les dépenses directes concernées par l'application du forfait dans MDFSE)**
- Option 2 : Le forfait des dépenses indirectes : A défaut de recours aux forfaits ci-dessus le candidat peut valoriser ses dépenses indirectes, via un forfait calculé sur la base des dépenses de personnel.

Deux taux existent :

- Un taux à 20% calculé sur les dépenses directes excepté les prestations : [soit dépenses de personnel + de fonctionnement + liées aux participants] x 20% ; pour les opérations de – 500 K€ en coût total par année.
- Un taux à 15% calculé sur les seules dépenses de personnel. Ce taux est le seul taux applicable pour les dossiers dont l'opération FSE se confond avec l'activité totale de la structure, si l'opération est portée par l'AFPA, les PAIO, les DLA et les OPCA, ou encore pour les dossiers présentant un coût total supérieur à 500 000€ par tranche de 12 mois ;
- Il est possible d'exposer les dépenses indirectes sur la base de coûts réels en appliquant une clef de répartition (permettant de rendre compte de manière équitable la part des dépenses de fonctionnement courantes relatives au projet par rapport à l'activité globale de l'organisme bénéficiaire) mais uniquement quand le projet ne comprend pas de dépenses de personnel direct ;
- Attention, désormais, les recettes viennent en déduction des dépenses et non plus en tant que ressources, ayant pour impact direct de réduire la part FSE des projets. Les recettes prévisionnelles ne sont plus conventionnées et n'apparaissent plus au sein du plan de financement de la convention. Néanmoins, elles donneront lieu à une analyse lors de l'instruction de la demande et seront déduites le cas échéant dans le bilan et le CSF ;
- En-dessous 0.1 ETP et pour tous les personnels dits « support », les dépenses seront valorisées dans le forfait des dépenses indirectes. Toute exception devra être dûment justifiée (exemple : cas des opérations nécessitant un découpage territorial). Comme indiqué au 2.2, le seuil de 0.1 ETP ne vaut que pour la sélection de l'opération et n'est pas un critère d'éligibilité des dépenses.

Forfaits	Détermination	Base
15%	Dépenses indirectes du projet	Frais (directs) de personnel
20% Possible uniquement pour les opérations inférieures ou égales à 500 000€ en coût total sur 12 mois.	Dépenses indirectes du projet	Frais directs à l'exception des dépenses de prestations
40% (pas pour les ACI)	Autres coûts du projet (directs et indirects)	Frais (directs) de personnel <i>NB : d'autres dépenses directes (autres que dépenses de personnel) doivent être présentées</i>

L'application du type de taux forfaitaire sera appréciée par le service instructeur en fonction des éléments transmis par le porteur lors du dépôt de la demande ou lors de la phase d'instruction

5- PUBLICITE ET INFORMATION

La transparence quant à l'intervention des fonds européens, la mise en valeur du rôle de l'Europe en France et la promotion du concours de l'Union européenne figurent parmi les priorités de la Commission européenne.

Ainsi, tout bénéficiaire de crédits du Fonds social européen du programme opérationnel national doit respecter les règles de publicité et d'information qui constituent une obligation réglementaire, quel que soit le montant de l'aide FSE attribuée. C'est pourquoi votre demande de subvention doit impérativement comporter un descriptif des modalités prévisionnelles du respect des obligations de publicité de l'intervention du FSE.

Le respect de ces règles sera vérifié par le service gestionnaire tout au long de la mise en œuvre du projet. Le défaut de publicité constitue un motif de non remboursement de tout ou partie des dépenses afférentes au projet cofinancé.

L'obligation de publicité se traduit ainsi : **Voir annexe B**

6- SUIVI DES PARTICIPANTS

Voir annexe C

7- SUIVI DES INDICATEURS

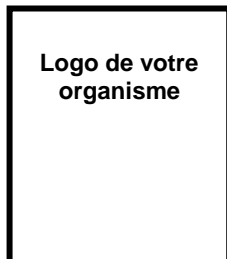
Voir annexe D

8- PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Voir annexe G

ANNEXE B

PUBLICITE OBLIGATOIRE



Union européenne

**Ce projet est financé par le
Fonds social européen
dans le cadre de la réponse
de l'Union à la pandémie de
COVID-19**

Pour les projets financés par les crédits REACT-UE, doit figurer la mention :

- Ce projet est financé par le Fonds social européen dans le cadre de la réponse de l'Union à la pandémie de COVID-19
- OU
- Ce projet est cofinancé par le Fonds social européen dans le cadre de la réponse de l'Union à la pandémie de COVID-19

METTRE EN ŒUVRE SES OBLIGATIONS DE PUBLICITE ET D'INFORMATION

Bénéficiaires des programmes opérationnels nationaux « Emploi et Inclusion » et « Initiative pour l'Emploi des Jeunes » - 2014-2020

I. Généralités

Le logo « l'Europe s'engage en France » reste d'application pour le programme opérationnel national FSE pour « l'Emploi et l'Inclusion » 2014-2020.

En conséquence, les bénéficiaires de ce programme doivent apposer ce logo sur leur documentation, outils, sites et pages internet dans les mêmes conditions qu'en 2007-2013.



Concernant le Programme opérationnel national « Initiative pour l'Emploi des Jeunes », les bénéficiaires n'utilisent pas le logo « l'Europe s'engage en France » mais le logo spécial « IEJ » disponible en 4 couleurs différentes.

Les bénéficiaires doivent apposer le logo de la couleur de leur choix sur leur documentation, outils, page internet à l'exclusion du logo « l'Europe s'engage en France » réservé au seul programme PON « Emploi et Inclusion ».



Dans les 2 cas, les logos sont déclinés régionalement.

Il existe également une charte graphique¹ propre aux FESI.

En tant que porteur de projet du PO « Emploi et Inclusion », vous êtes libre de télécharger cette « charte graphique » complète pour « habiller » vos productions FSE mais ce n'est pas obligatoire. Seule l'apposition du logo en signature l'est. La charte graphique est téléchargeable sur le site fse.gouv.fr et reste utilisable pour la période 2014-2020.

A noter également : pour mieux identifier l'IEJ comme une initiative spécifique « à part » du PON « Emploi et Inclusion », la DGEFP a choisi de ne pas utiliser la charte pour ce programme. Seuls les logos IEJ sont donc utilisés pour l'IEJ.

II. Rappel des responsabilités des bénéficiaires en termes de publicité (référence : annexe XII du règlement n°1303/2013 du 17 décembre 2013)

A/ Les obligations identiques à la période 2007-2013 :

1/ Apposer le drapeau européen et la mention « UNION EUROPEENNE » dans le cadre de toute action d'information et de communication parmi les logos de signature.

Pour cela, vous devez a minima apposer systématiquement l'emblème de l'Union (cf le drapeau européen) avec la mention « UNION EUROPEENNE » en toutes lettres sur tous les documents importants de votre projet : courrier,

¹ Une « charte graphique » sert dans le champ de la communication, à « habiller » des documents, des sites internet, des éléments de scénographie pour une institution ou une entreprise. Elle repose sur des règles en termes de couleur, de police de caractères, de taille, d'emplacement des éléments etc.... qui sont réunis dans un document appelé « charte » et qu'utilisent les communicants et graphistes pour élaborer leur documentation, leur site internet, l'habillage d'un événement.

attestation de stage, signature internet d'email, brochures de présentation du projet, dossier de formation, formulaire d'inscription etc...



UNION EUROPEENNE

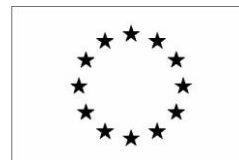
Version **couleurs**

L'emblème de l'Union doit être en couleurs chaque fois que possible et obligatoirement sur les sites internet. La version monochrome (noir et blanc) **n'est pas possible** sauf cas justifiés (par exemple, la création d'une affiche entièrement en noir et blanc).

Ne sont donc plus autorisées les versions suivantes sauf cas justifiés (donc à éviter) :



Version une **couleur**



Version noir et blanc

2/ Faire mention au soutien du Fonds social européen en complément des logos de signature.

Le règlement prévoit également que tout document/site etc., relatif à la mise en œuvre de l'opération comprenne une mention indiquant que le programme opérationnel concerné est soutenu par le Fonds social européen. Au regard de ces éléments, nous recommandons la phrase suivante à côté des logos de signature de vos documents, pages internet, et outils de communication :

Notre recommandation (votre pouvez remplacer le terme « projet » par le terme approprié à votre projet : formation, stage, séminaire, brochure, document etc....)

Ce projet est cofinancé par le Fonds social européen dans le cadre du programme opérationnel national « Emploi et Inclusion » 2014-2020

Pour le PON « Emploi et Inclusion »

Ce projet est cofinancé par le Fonds social européen dans le cadre du programme opérationnel national « Initiative pour l'Emploi des Jeunes »

Pour « l'Initiative pour l'Emploi des Jeunes »

REMARQUE : Pour écrire « Union européenne » et la phrase-mention au cofinancement, les seules polices de caractères autorisées sont : Arial, Auto, Calibri, Garamond, Trebuchet, Tahoma, Verdana et Ubuntu. **Les autres polices sont interdites par le règlement.**

Voici notre recommandation pour « signer » vos documents en bas de page, en bandeau « 4ème de couverture » de vos brochures, vos pages internet ou sites dédiés au projet, etc. :

Pour le Programme opérationnel national « Emploi et Inclusion », de gauche à droite :



Votre logo

Logo partenaire



UNION EUROPEENNE

Ce projet est cofinancé par le Fonds social européen dans le cadre du programme opérationnel national « Emploi et Inclusion » 2014-2020

Pour le Programme opérationnel national « Initiative pour l'Emploi des Jeunes » :



UNION EUROPEENNE

Ce projet est cofinancé par le Fonds social européen dans le cadre du programme « Initiative pour l'Emploi des Jeunes »

L'emblème (drapeau) et la mention UNION EUROPEENNE doivent toujours être visibles et placés bien en évidence. Leur emplacement et taille sont adaptés à la taille du matériel ou du document utilisé.

REMARQUE IMPORTANTE POUR LES SITES INTERNET :

L'emblème et la mention doivent être visibles dès l'arrivée sur le site à la page d'accueil (si le site est dédié au projet) ou à la page de présentation sans avoir besoin de faire défiler la page pour pouvoir voir le logo. **Autrement dit, le scrolling est interdit s'il est nécessaire pour voir l'emblème de l'Union.** Par conséquent, le bénéficiaire devra s'en assurer.

B/ Les obligations complémentaires à respecter pour 2014-2020 :

3/ Si vous avez un site internet.

Vous avez l'obligation réglementaire de décrire dans un article, une page ou une rubrique, votre projet en mettant en lumière le soutien de l'Union européenne.

Plus le montant de votre projet est financièrement important pour votre structure (proportionnalité du montant de l'aide par rapport à votre budget annuel), plus vous êtes tenu d'apporter une description complète mettant en évidence l'apport européen dans son montage et sa réalisation. L'article, la page ou la rubrique doit être accessible facilement pour les internautes et visible tout au long de la vie du projet. Il convient donc d'éviter un article actualité et de privilégier une fenêtre accessible dès la page d'accueil.

Cette obligation est une nouveauté 2014-2020 et nous vous invitons à actualiser régulièrement la page ou la rubrique de votre site internet dédiée à votre projet FSE.

4/ Mettre au minimum une affiche A3 présentant des informations sur le projet et son cofinancement FSE à l'entrée de votre bâtiment.

Vous devez apposer au moins une affiche présentant des informations sur le projet dont le soutien financier de l'Union en un lieu aisément visible par le public tel que l'entrée de votre bâtiment. La dimension minimale de cette affiche doit être : A3. Elle doit évidemment respecter les règles vues aux points 1 et 2 (emplacement des logos et mention du cofinancement FSE). Vous pouvez compléter ce premier affichage par des affiches supplémentaires dans les bureaux des personnes travaillant sur le projet, dans les salles de réunions, les salles d'attente etc... mais a minima une affiche doit figurer, visible, à l'entrée de votre bâtiment.

III. Les obligations d'information

Les règles présentées ci-avant constituent le minimum requis des responsabilités des bénéficiaires en termes d'information et de communication.

Apposer des logos et une affiche, créer une page internet doivent être considérés comme le socle à mettre en place en tant que porteur de projet. Vous devez compléter ces 3 actions par des actions d'information régulières auprès de votre public et de vos partenaires.

Qu'est-ce que cela veut dire ?

Vous organisez des formations ? Vous pouvez rappeler en début de stage que la formation est cofinancée par l'Europe. Vous pouvez rappeler le lien internet permettant d'accéder à la page présentant le projet dans le cahier de formation, distribuer un dépliant...

Vous réunissez vos partenaires pour un comité de suivi, une assemblée générale, un séminaire ? Vous pouvez faire rappeler dans le discours de votre porte-parole (directeur/trice, président/e) qu'un des projets de votre structure est soutenu par l'Europe, distribuer un dépliant, présenter l'avancée du projet...

Vous faites un événement grand public (journée porte/ouverte) ? Vous pouvez saisir cette occasion pour présenter le projet FSE parmi les projets de votre structure.

En résumé, votre obligation de publicité et d'information doit rester active pendant toute la durée de votre projet : assurez une veille en continu sur la bonne application des logos dans le temps ; actualisez la page internet ou la rubrique dédiée au projet de manière à mettre en lumière ses résultats ; veillez à ce que les affiches restent en place ; saisissez certaines des opportunités qui apparaissent dans votre structure (séminaire, inauguration, journée porte ouverte, AG exceptionnel) pour intégrer la présentation du projet FSE à l'ordre du jour. Pourquoi ne pas saisir l'opportunité du projet pour faire une Journée Europe?

IV. Les outils à votre disposition

1/ Kit de publicité

Un kit de publicité va être élaboré sous l'autorité du CGET en charge de la coordination des autorités de gestion des FESI pour la période 2014-2020. Pour le FSE, il reprendra les informations contenues dans le présent document. Cependant, la DGEFP ne produira pas de goodies et autre petit matériel (autocollants, drapeaux, stylos etc...)

2/ Logos

Les logos de la charte « l'Europe s'engage en France » et les logos « Initiative pour l'Emploi de Jeunes » sont téléchargeables sur :

<http://www.emploi.gouv.fr/contenus/information-et-publicite-fonds-social-europeen-fse>

Et sur le site fse.gouv.fr à la rubrique « communication » sous-rubrique « respecter votre obligation de publicité » : www.fse.gouv.fr

3/ Affiches

Il appartient à chaque bénéficiaire de produire l'affiche obligatoire prévue par le règlement général. Néanmoins la DGEFP va créer une série d'affiches pour faciliter cette obligation des porteurs de projets FSE. Les fichiers sources seront téléchargeables sur le site fse.gouv.fr et emploi.gouv.fr à partir de juin 2015. Il restera à la charge du bénéficiaire d'en faire imprimer des exemplaires couleurs pour sa structure.

4/ Dépliant sur le FSE

La DGEFP va produire un recto-verso A5 sur l'Europe et le Fonds social européen. Il pourra être diffusé par tout bénéficiaire aux participants de son projet et à ses partenaires.

5/ kit « page sur internet »

Compte tenu de l'obligation d'assurer l'alimentation d'une page internet dédiée au projet, la DGEFP proposera des rubriques types avec un texte de présentation simple du FSE en France. Chaque porteur de projet pourra compléter ce kit par une description de son propre projet pour créer une page « clé en main » sur son site internet.

Pour télécharger ces produits, rendez-vous sur fse.gouv.fr



Ce document d'information est cofinancé par le Fonds social européen dans le cadre du PON « Emploi et Inclusion en Métropole » 2014-2020.

ANNEXE C

SUIVI DES PARTICIPANTS OBLIGATOIRE

Questionnaire rédigé par le Ministère du Travail – version du 26 novembre 2018 Cette version se substitue à toute version antérieure, qui ne doit plus être utilisée



Questionnaire de recueil des données à l'entrée des participants dans une opération cofinancée par le Fonds social européen ou par l'Initiative pour l'emploi des jeunes

Madame, Monsieur,

Vous participez à une action cofinancée par le Fonds social européen (FSE) ou l'Initiative pour l'Emploi des Jeunes (IEJ). Le FSE et l'IEJ sont des instruments de l'Union européenne pour promouvoir l'emploi, la formation professionnelle et l'inclusion sociale.

L'Union européenne et la France se sont engagées à évaluer l'efficacité des actions financées par l'argent européen. Dans ce but, le règlement UE n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 rend obligatoire la collecte de certaines données sur la situation de chacune des personnes qui participent à une action.

Les données recueillies par ce questionnaire feront l'objet d'un traitement informatique destiné :

- A connaître l'évolution de votre situation personnelle entre le début et la fin de l'action,
- A évaluer l'utilisation de l'argent du Fonds social européen en France. Certains participants pourront être recontactés dans le cadre d'enquêtes plus approfondies.

Si vous voulez participer à l'action, vous avez l'obligation de fournir les données demandées, sauf pour les questions où il existe la possibilité de répondre « *Ne souhaite pas répondre / ne sait pas* ».

Nous vous prions de veiller à l'exactitude, à la précision et à la lisibilité de vos réponses.

Nous vous remercions de votre coopération.

Responsable du traitement :

Le Responsable du traitement des données collectées par ce questionnaire est la Délégation Générale à l'Emploi et à la Formation Professionnelle (DGEFP), en tant qu'autorité de gestion des programmes opérationnels nationaux du Fonds social européen (FSE) et de l'Initiative pour l'emploi des jeunes (IEJ) de 2014 à 2020.

Ministère du travail, DGEFP, sous-direction Europe et International, 14 avenue Duquesne, 75350 PARIS 07 SP.

Destinataires des données :

Les destinataires de vos données sont les organismes chargés de la gestion du FSE et de l'IEJ en France ainsi que les autorités et services nationaux et européens chargés du contrôle de leur bonne utilisation.

Au sein de ces organismes et services, les agents ayant accès à vos données sont ceux qui ont besoin d'y avoir accès pour accomplir les missions qui leur sont confiées.

Enregistrement et conservation des données :

Les données recueillies vont être enregistrées dans le système d'information « Ma démarche FSE » par l'organisme mettant en oeuvre l'action à laquelle vous participez.

Cet organisme a l'obligation de détruire ce questionnaire papier dès que les données qu'il contient auront été saisies dans le système d'information « Ma démarche FSE ».

Les données enregistrées dans le système d'information « Ma démarche FSE » seront conservées jusqu'au 31 décembre 2033 conformément aux obligations de contrôle et de conservation des données imposées par les règlements européens.

Vos droits :

Vous disposez d'un droit d'accès et de rectification concernant vos données. Pour l'exercer, veuillez contacter le Délégué à la Protection des données : protectiondesdonneesdgefp@emploi.gouv.fr

Si vous estimez, après avoir contacté le Délégué à la Protection des Données, que vos droits ne sont pas respectés ou que le dispositif mis en oeuvre n'est pas conforme aux règles de protection des données, vous pouvez adresser une réclamation à la Commission Nationale Informatique et Libertés (CNIL).

Coordonnées du participant à l'entrée dans l'opération

NOM (en capitales) :

PRENOM (en capitales) :

Date de naissance : (jj/mm/année) Sexe : homme femme

Commune de naissance (avec code postal, 99999 si à l'étranger) :
.....

Adresse à l'entrée dans l'opération (n° et nom de rue) :

Code postal : Commune :

Numéro de téléphone (mobile) :

Numéro de téléphone (domicile) :

Courriel :@.....

Date d'entrée dans l'opération : [jj/mm/année, à renseigner par le porteur de projets]

Nom de l'opération :

Question 1. Statut sur le marché du travail à l'entrée dans l'opération

Occupez-vous actuellement un emploi ? [Une seule réponse possible]

- 1a. Oui, un emploi de travailleur indépendant, chef d'entreprise
 1b. Oui, un emploi durable (CDI ou CDD de 6 mois ou +)
 1c. Oui, un emploi temporaire (intérim, CDD de moins de 6 mois)
 1d. Oui, un emploi aidé (y compris IAE)
 Non → Si oui, passez directement à la question 2

1e. Si vous n'occupez pas d'emploi, êtes-vous en formation, en stage ou en école ?

- Oui
 Non

1f. Si vous n'occupez pas d'emploi, recherchez-vous actuellement activement un emploi ?

- Oui → 1g. Si oui, depuis combien de temps cherchez-vous ? : (nombre de mois)
 Non

Question 2. Quel est le plus haut niveau de diplôme atteint ou l'année d'études la plus élevée à l'entrée dans l'opération ? [Une seule réponse possible]

- 2a. Inférieur à l'école primaire, vous n'êtes jamais allé à l'école
 2b. Primaire, 6e, 5e, 4e, 3e (secondaire 1er cycle), Diplômé Brevet des collèges
 2c. Baccalauréat général (L, ES, S, A à E), technologique (F, G, H, STG, STI ...), bac Pro, CAP, BEP, seconde professionnelle (technique cycle court), brevet professionnel (BP) ; enseignement post-secondaire non-supérieur (capacité en droit, DAEU,...)
 2d. DEUG, BTS, DUT, écoles d'infirmières, licence (L3), maîtrise, Grande école, école d'ingénieur, de commerce, master (recherche ou professionnel) (M1, M2), DEA, DESS, doctorat,...

Question 3. Avez-vous une reconnaissance officielle d'un handicap (allocation, pension ou carte d'invalidité...) ?

- Oui
 Non

Question 4. Etes-vous allocataire de minima sociaux (RSA, allocation spécifique de solidarité, allocation aux adultes handicapés...)?

- Oui
- Non

Question 5. Etes-vous sans domicile fixe ou confronté à l'exclusion de votre logement ?

- Oui
- Non
- Ne souhaite pas répondre / ne sait pas

Question 6. Un de vos deux parents est-il né à l'étranger ?

- Oui
- Non
- Ne souhaite pas répondre / ne sait pas

NB : les porteurs de projets devront respecter l'obligation de protection des données personnelles conformément au Règlement Général sur la Protection des Données entré en vigueur le 25 mai 2018 sur le territoire européen et adapté en droit français par la loi n°2018-493 du 20 juin 2018.

Le service gestionnaire s'engage à faire de même dans le cadre de l'exercice de ses missions.



Questionnaire de recueil des données à l'entrée des participants dans une action cofinancée par le Fonds social européen

Notice d'utilisation à destination des porteurs de projets

Le règlement UE n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 contient des dispositions renforcées en matière de suivi des participants aux opérations cofinancées par le Fonds social européen. Afin de mesurer les progrès réalisés pour les cibles fixées dans le programme FSE, la Commission européenne veut s'assurer que des données fiables et robustes seront disponibles en continu pour être agrégées aux niveaux français et européen. Ces données doivent permettre de faire la preuve de l'efficacité de la mise en œuvre de la politique de cohésion sociale; elles contribueront aussi au pilotage et à la mesure de la performance et de l'impact des programmes.

Ainsi, pour la programmation 2014-2020, les modalités de saisie des données de base relatives aux entrées et sorties des participants évoluent fortement. Les bénéficiaires (porteurs de projet), désormais responsables de la saisie, devront **obligatoirement** renseigner les données relatives à **chaque participant**, et non plus de manière agrégée.

En outre, le suivi des participants est désormais partie intégrante de la vie du dossier, de la demande de subvention au contrôle de service fait. **Faute de renseignement de l'ensemble des informations, la qualité du système d'information sera dégradée, entraînant des risques de suspension de paiements par la Commission européenne.** Sont particulièrement concernées par cette règle les informations relatives à l'âge, au sexe, à la situation sur le marché du travail, et au niveau d'éducation.

Le module de suivi des participants est intégré au système d'information « Ma Démarche FSE » pour permettre la saisie directe des informations relatives aux participants directement dans le système d'information, dès leur entrée dans l'opération. Vous pouvez également importer ces données pour l'ensemble de participants de votre opération via des fichiers Excel. Ces fichiers permettent aussi, le cas échéant, de **renseigner les informations nécessaires aux indicateurs de résultats immédiats** (situation du participant et résultats à la sortie immédiate de l'opération, soit dans les 4 semaines qui suivent la date de sortie du participant).

Les dépenses sont éligibles depuis le 1^{er} janvier 2014 pour les programmes opérationnels nationaux FSE et IEJ (initiative pour l'emploi des jeunes). La saisie des informations à l'entrée et à la sortie des opérations est obligatoire pour tous les participants. Il vous appartient d'anticiper ces obligations de saisie.

Pour faciliter le recueil des informations à saisir dans « Ma Démarche FSE », la DGEFP a élaboré **un questionnaire s'adressant directement aux participants**. Ce questionnaire, au format papier, a été défini pour être le plus simple possible pour le participant et pour répondre aux informations nécessaires à la production des indicateurs exigés par le règlement n°1304/2013 FSE (annexes 1 et 2, 20 informations à renseigner). L'usage de ce questionnaire n'est pas obligatoire. Le cas échéant, il convient néanmoins que vous puissiez accompagner le participant dans sa réponse, afin de garantir la plus grande qualité des données et de réduire les risques de non-réponse. Le participant a la possibilité de répondre

« Ne se prononce pas » à certaines questions posées. Pour autant ces informations ont du sens en matière d'évaluation pour identifier l'efficacité du FSE à financer des opérations en direction des individus les plus fragiles et les plus éloignés de l'emploi.

Les informations recueillies dans ce questionnaire feront l'objet d'un traitement informatique à des fins de suivi et d'évaluation des opérations financées par les programmes opérationnels nationaux FSE et IEJ (initiative pour l'emploi des jeunes). La licéité de ce traitement est assurée par sa conformité aux dispositions de l'article 24 du règlement n°480/2014. Le responsable de ce traitement est la DGEFP (Ministère du travail), en tant qu'autorité de gestion de ces deux programmes nationaux. Ces informations permettront en outre de conduire des enquêtes auprès d'échantillons de participants pour mesurer les résultats du FSE ; il est donc important de recueillir au mieux les coordonnées du participant à l'entrée dans l'opération. Le cas échéant (participant sans domicile fixe, en logement précaire), il est possible d'indiquer dans les fichiers Excel et dans « Ma démarche FSE » les coordonnées d'un référent (proche, services sociaux) qui pourra être contacté ultérieurement.

Ce système de suivi a été déclaré à la CNIL qui l'a validé dans un avis adopté le 13 novembre 2014 (délibération n°2014-447). Conformément au Règlement Général n° 2016/679 sur la Protection des Données (RGPD) et à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 (LIL), le participant bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui le concernent, qu'il peut exercer auprès du Délégué à la Protection des Données de la DGEFP : protectiondesdonneesdgefp@emploi.gouv.fr. **Il vous appartient d'informer les participants de leurs droits dans ce domaine**, en application du RGPD et de la LIL, pour qu'ils soient en capacité de les exercer, ainsi que de leur fournir les informations listées à l'article 13 du RGPD qui sont détaillées sur la première page du questionnaire participant. **Vous devez également prendre toutes les précautions techniques et organisationnelles utiles pour préserver la confidentialité et la sécurité** des données personnelles des participants et, notamment, empêcher qu'elles ne soient déformées ou endommagées ou que des tiers non autorisés y aient accès. En particulier, vous devez impérativement conserver les questionnaires papier sous clé avant leur saisie dans le système d'information. Une fois les données saisies, les questionnaires papier doivent être détruits, sauf s'ils sont nécessaires pour justifier l'éligibilité des participants, conformément à la délibération n°2014-447 de la CNIL.

Précisions relatives à quelques questions / informations :

Sur le recto vous devez recueillir les **informations administratives relatives au participant** : n'oubliez pas d'indiquer le nom et la date d'entrée dans l'opération. La date d'entrée peut tout à fait être antérieure à la date de saisie et de remplissage du questionnaire ; elle ne peut pas être postérieure. Il s'agit de suivre chaque opération. Si un même participant effectue plusieurs opérations distinctes au sens du FSE au sein de la même structure, il faut remplir plusieurs questionnaires avec différentes dates d'entrée et différents noms d'opérations. Si c'est la même opération qui incorpore plusieurs actions/projets, alors il ne faut remplir qu'une seule fiche.

Un guide référentiel des indicateurs du règlement FSE est téléchargeable sur « Ma démarche FSE » dans lequel vous trouverez les définitions plus complètes des différents indicateurs.

La situation sur le marché du travail (emploi, chômage, formation), le niveau d'éducation, la situation au regard du handicap, des minima sociaux ... doivent bien être renseignés au regard de la **situation à l'entrée dans l'opération**. Si le questionnaire est utilisé auprès de participants d'opérations déjà commencées, il convient de bien leur rappeler ce point de calendrier.

S'agissant de la **reconnaissance officielle du handicap**, cela concerne aussi les travailleurs reconnus handicapés par la Commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH) et les titulaires d'une rente d'invalidité d'un régime de protection sociale obligatoire.

Annexe D

Suivi des entités et des participants pour les opérations du programme national FSE

- 1) Liste des indicateurs entités réglementaires devant être renseignés pour chaque opération du PON FSE (*Annexe I du Règlement (UE) n ° 1304/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds social européen*)

Nom de l'indicateur	Réponse attendue
<i>Indicateurs réglementaires</i>	
CO20 - Projets partiellement ou intégralement mis en œuvre par des partenaires sociaux ou des organisations non gouvernementales	Oui/Non
CO21 - Projets consacrés à la participation durable et à la progression des femmes dans l'emploi	Oui/Non
CO22 - Projets ciblés sur les administrations ou les services publics au niveau national, régional ou local	Oui/Non
CO23 - Nombre de micro, petites et moyennes entreprises (y compris de coopératives et d'entreprises de l'économie sociale) bénéficiant d'un soutien	Nombre

- 2) Liste des informations relatives aux participants devant être renseignées pour chaque opération du PON FSE (*Annexes I et II du Règlement (UE) n ° 1304/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds social européen*)

Les indicateurs réglementaires listés dans le tableau ci-dessous sont renseignés automatiquement à partir d'une série de questions qu'il convient de poser à chaque participant (cf. infra). Le recueil des données se fait soit directement par saisie dans Ma démarche FSE, soit par l'intermédiaire d'un questionnaire papier ensuite reporté dans Ma démarche FSE, soit enfin dans un fichier Excel dont les données y sont ensuite importées.

Indicateurs communs de réalisation		Données collectées permettant de renseigner l'indicateur
CO01	Chômeurs, y compris les chômeurs de longue durée	Statut sur le marché du travail à l'entrée
CO02	Chômeurs de longue durée	Statut sur le marché du travail à l'entrée = chômeur et durée du chômage
CO03	Personne inactive : n'appartient pas à la population active (occupés + chômeurs)	Statut sur le marché du travail à l'entrée
CO04	Personnes inactives ne suivant ni études ni formation	Statut sur le marché du travail à l'entrée
CO05	Personne exerçant un emploi, y compris les indépendants*	Statut sur le marché du travail à l'entrée
CO06	Moins de 25 ans	Date de naissance
CO07	Plus de 54 ans*	Date de naissance
CO08	Participants de plus de 54 ans qui sont sans emploi, y compris les chômeurs de longue durée, ou personnes inactives ne suivant ni études ni formation*	Date de naissance + statut sur le marché du travail à l'entrée
CO09	Titulaires d'un diplôme de l'enseignement primaire (CITE 1) ou du premier cycle de l'enseignement secondaire (CITE 2)	Niveau de diplôme à l'entrée
CO10	Titulaires d'un diplôme de l'enseignement secondaire (CITE3) ou de l'enseignement post secondaire non supérieur (CITE 4)	Niveau de diplôme à l'entrée
CO11	Titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur (CITE 5 à 8)	Niveau de diplôme à l'entrée
CO15	Migrants, personnes d'origine étrangère, minorités (y compris les communautés marginalisées telles que les Roms)	Commune de naissance à l'étranger + origine étrangère

CO16	Personnes handicapées	En situation de handicap
CO17	Autres personnes défavorisées	Personnes aux minima sociaux + autres critères
CO18	Personnes sans domicile fixe ou confrontées à l'exclusion de leur logement	Sans domicile fixe
CO19	Personnes venant de zones rurales	Calcul à partir de la commune du participant
Indicateurs communs de résultat immédiats pour les participants		
CR01	Les personnes inactives engagées dans la recherche d'un emploi au terme de leur participation	Situation sur le marché du travail à l'entrée et à la sortie
CR02	Les personnes suivant des études ou une formation au terme de leur participation	Situation sur le marché du travail à la sortie
CR03	Les personnes obtenant une qualification au terme de leur participation	Le participant a-t-il obtenu une qualification ?
CR04	Les personnes exerçant un emploi, y compris à titre indépendant, au terme de leur participation	Situation sur le marché du travail à la sortie
CR05	Les personnes défavorisées à la recherche d'un emploi, suivant des études, une formation, une formation menant à qualification, exerçant un emploi, y compris à titre indépendant, au terme de leur participation	Situation sur le marché du travail à la sortie
Indicateurs de résultat communs à plus long terme pour les participants		
CR06	Les personnes exerçant un emploi, y compris à titre indépendant, six mois après la fin de leur participation	Par enquête menée par l'Autorité de gestion
CR07	Les personnes jouissant d'une meilleure situation sur le marché du travail six mois après la fin de leur participation (Seulement pour les salariés : changement dans la nature de l'emploi, la promotion, l'accès aux responsabilités)	Par enquête menée par l'Autorité de gestion
CR08	Les personnes de plus de 54 ans exerçant un emploi, y compris à titre indépendant, six mois après la fin de leur participation	Par enquête menée par l'Autorité de gestion
CR09	Les personnes défavorisées exerçant un emploi, y compris à titre indépendant, six mois après la fin de leur participation	Par enquête menée par l'Autorité de gestion

Questions à renseigner par le porteur de projet pour chaque participant afin de permettre le renseignement des indicateurs réglementaires

NB : Les données identifiées d'une croix sont celles dont le non renseignement peut entraîner l'application d'une correction forfaitaire sur les dépenses totales retenues après contrôle du service fait sur le bilan final de l'opération. Le barème de la correction appliqué dans la convention signée avec le porteur de projet est celui prévu pour les Etats membres par la section 1 du chapitre II (articles 2 et 3) du règlement délégué (UE) n°480/2014 de la Commission européenne du 3 mars 2014.

Données à recueillir	Caractère obligatoire
Détail d'un participant	
<i>Numéro</i>	x
<i>Nom</i>	x
<i>Prénom</i>	x
<i>Date de naissance</i>	x
<i>Sexe</i>	x
<i>La commune de naissance est-elle en France ?</i>	
<i>Commune de naissance</i>	

Nom de l'indicateur	Réponse attendue
Code 1 : Domaine d'intervention	Hors AT : champ non modifiable (calculé automatiquement à partir de la Priorité d'investissement de l'opération) AT, 1 choix parmi : - Préparation, mise en œuvre suivi et contrôle - Evaluation et études - Information et communication
Code 2 : Forme de financement	Champ non modifiable (valeur Subvention non remboursable)
Code 3 : Types de territoire	Champ non modifiable (valeur Sans objet)
Code 4 : Mécanismes d'application	Champ non modifiable (valeur Sans objet)
Code 5 : Thème secondaire FSE	AT : champ non modifiable (valeur Sans objet) Hors AT, 1 choix parmi : 1 - Soutenir la transition vers une économie à faible intensité de carbone et efficace dans l'utilisation des ressources 2 - Innovation sociale 3 - Améliorer la compétitivité des PME 4 - Renforcer la recherche, le développement technologique et l'innovation 5 - Améliorer l'accessibilité, l'utilisation et la qualité des technologies de l'information et de la communication 6 - Non-discrimination 7 - Égalité entre les hommes et les femmes 8 - Sans objet
Code 6 : Activité « économique »	1 - Agriculture et sylviculture 2 - Pêche et aquaculture 3 - Industries alimentaires 4 - Industrie textile et habillement 5 - Fabrication de matériel de transport 6 - Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques 7 - Autres industries manufacturières non spécifiées 8 - Construction 9 - Extraction de produits énergétiques 10 - Électricité, gaz, vapeur, eau chaude et air conditionné 11 - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution 12 - Transports et entreposage 13 - Activités d'information et de communication, y compris télécommunications, activités des services d'information, programmation, conseil et autres activités informatiques 14 - Commerce de gros et de détail 15 - Tourisme, hébergement et restauration 16 - Activités financières et d'assurance 17 - Immobilier, location et services aux entreprises 18 - Administration publique 19 - Éducation 20 - Activités pour la santé humaine 21 - Action sociale, services collectifs, sociaux et personnels 22 - Activités liées à l'environnement et au changement climatique 23 - Arts, spectacles et activités créatives et récréatives 24 - Autres services non spécifiés
Code 7 : Localisation	Champ non modifiable, calculé automatiquement à partir de la région administrative du service gestionnaire

3.2. Indicateurs liés à l'Accord de partenariat

Il s'agit d'identifier, suivant l'indicateur, si 50% au moins des participants de l'opération cofinancée par le FSE est issu d'un public vivant en quartier QPV, vit dans des campements illicites ou fait partie des gens du voyage ou de communautés marginalisées.

Nom de l'indicateur	Réponse attendue
Opération relevant de la politique de la ville	Oui/Non
Opération à destination des populations vivant dans des campements illicites	Oui/Non
Opération à destination des gens du voyage et des communautés marginalisées (dont Roms), hors campements illicites	Oui/Non

3.3. Indicateurs liés à l'objectif spécifique prévus dans le programme national FSE

Les indicateurs liés à l'objectif spécifique dépendent de la PI et de l'OS de l'opération. Pour tous ces indicateurs, la réponse attendue est un nombre. Les indicateurs en **gras** ne sont pas à renseigner dans Ma démarche FSE : ils sont calculés automatiquement par des règles de calcul.

Axe & PI	Libellé objectif spécifique	Indicateurs de réalisation	Indicateurs de résultats
Axe 1 : Accompagner vers l'emploi les demandeurs d'emploi et les inactifs et soutenir les mobilités professionnelles			
PI 8.1 : L'accès à l'emploi pour les DE et les inactifs et le soutien à la mobilité professionnelle	OS 1 : Augmenter le nombre de participants D.E ou inactifs accompagnés, en ciblant les jeunes, notamment les moins qualifiés, les seniors, les chômeurs récurrents ou en activité réduite, et les femmes en congé parental ou sortant de congé parental	Nombre de participants chômeurs, y compris les chômeurs de longue durée	Nombre de participants en emploi, y c. indépendant au terme de leur participation
		Nombre de participants inactifs	
		Nombre de participants de plus de 54 ans	Nombre de participants en formation ou en études à l'issue intervention
		Nombre de participants de moins de 25 ans	
		Nombre de participants de moins de 25 ans de niveau infra V	Nombre de participants de plus de 54 ans, en emploi y c. indépendant, 6 mois après leur participation
		Nombre de femmes de moins de 25 ans	
		Nombre de participants des quartiers prioritaires de la politique de la ville	
		Nombre de femmes sortant du CLCA	
PI 8.7 : Moderniser les institutions du marché du travail	OS 1 : Expérimenter de nouveaux types de services à destination des D.E et des entreprises	Nombre de projets de nouveaux services pour les entreprises Nombre de projets de nouveaux services pour les demandeurs d'emploi	Nombre d'entreprises qui bénéficient de nouveaux services Nombre de demandeurs d'emploi qui bénéficient de nouveaux services
	OS 2 : Augmenter le nombre des conseillers formés à de nouveaux services et aux nouvelles modalités pour améliorer leur expertise du fonctionnement du marché du travail	Nombre de conseillers qui reçoivent une formation à de nouveaux services ou nouvelles modalités d'accompagnement (ML/PE)	Nombre de conseillers qui ont achevé une formation de développement de leurs compétences
PI 8.3 : L'activité indépendante l'entrepreneuriat et la création d'entreprise, yc les PME	OS 1 : Augmenter le nombre de créateurs ou de repreneurs d'entreprise accompagnés et consolider les structures dans la durée		Nombre d'entreprises créées Nombre d'entreprises créées par des femmes Nombre de créations dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville
	OS 2 : Mutualiser les pratiques d'accompagnement des créateurs et des repreneurs pour en améliorer la qualité		Nombre d'actions de mutualisation réalisées
PI 10.1 : Abandon scolaire précoce et promotion égalité accès à enseignement	OS1 Augmenter le nombre de jeunes de moins de 25 ans participant à des actions de prévention du décrochage scolaire		Nombre de jeunes inscrits dans des classes relais
Axe 2 : Anticiper les mutations et sécuriser les parcours et les transitions professionnels			

PI 8.5 : Adaptation au changement des travailleurs des entreprises et des entrepreneurs	OS 1 : Améliorer la gestion de l'emploi et des compétences, en appuyant les démarches d'anticipation et de gestion des mutations	Nombre de projets qui visent à anticiper les mutations	Nombre d'opérations collectives mises en œuvre qui ont permis d'anticiper les mutations
	OS 2 : Mobiliser les entreprises, notamment les PME et les branches pour développer l'égalité salariale et professionnelle	Nombre de projets consacrés au développement de l'égalité professionnelle, notamment dans les PME	Nombre d'accords relatifs à l'égalité professionnelle dont la signature a été facilitée
	OS 3 : Former les salariés qui bénéficient le moins de la formation : les moins qualifiés, les femmes et les seniors	Nombre de salariés Nombre de salariées Nombre de salariés de niveau infra V Nombre de salariés de plus de 55 ans	Nombre de participants suivant des études ou une formation au terme de leur participation Nombre de participants obtenant une qualification au terme de leur participation
	OS 4 : Former les salariés licenciés	Nombre de salariés licenciés formés en vue de leur reclassement	
	OS 5 : Développer l'emploi, via la gestion des compétences, dans les bassins d'emploi touchés par les restructurations, pour les entreprises non couvertes par les conventions de revitalisation	Nombre de projets de gestion des compétences dans les bassins d'emploi touchés par les restructurations, pour les entreprises non couvertes par les conventions de revitalisation	
PI 8.6 : Vieillesse active et en bonne santé	OS 1 : Mettre en place des actions de gestion des âges en entreprise et visant, notamment, à améliorer les conditions de travail des seniors	Nombre de projets visant la gestion des âges en entreprises et, notamment, à améliorer les conditions de travail des seniors	Nombre de participants de plus de 54 ans dont les conditions de travail se sont améliorées
Axe 3 : Lutter contre la pauvreté et promouvoir l'inclusion			
PI 9.1 : Inclusion active	OS1 : Augmenter le nombre de parcours intégrés dans une approche globale de la personne (prise en compte de freins sociaux et mise en activité) pour des publics très éloignés de l'emploi	Nombre de participants chômeurs y compris les chômeurs de longue durée Nombre de participants inactifs Nombre de participants femmes Nombre de participants des quartiers prioritaires de la politique de la ville	Nombre de participants en emploi au terme de leur participation Nombre de participants en formation ou en études au terme de leur participation Nombre de participants ayant acquis une qualification au terme de leur participation
	OS 2 : Mobilisation des employeurs et des entreprises dans les parcours d'insertion	Nombre de projets visant à mobiliser les employeurs des secteurs marchand et non marchand	Nombre de structures d'utilité sociale et d'employeurs accompagnés
	OS 3 : Développer les projets de coordination et d'animation de l'offre en faveur de l'insertion et/ou de l'économie sociale et solidaire (ESS)	Nombre de projets visant à coordonner et animer l'offre d'insertion	Nombre d'actions de coordination et d'animation mises en œuvre

Annexe E spécifique aux appels à projets du Département de l'Aisne Définitions et critères pour le renseignement des indicateurs de réalisation, notamment les indicateurs de réalisation du cadre de performance

I. La Commission européenne a donné les précisions méthodologiques suivantes :

- Sont participants « **chômeurs** », les participants sans emploi, immédiatement disponibles pour travailler et cherchant activement un emploi au premier jour de l'opération (convention) FSE, qu'ils soient ou non, inscrits auprès du service public de l'emploi.

Doivent être ainsi comptabilisés, les participants en activité réduite, en temps partiel de quelques heures par semaine, c'est-à-dire inscrits à Pôle Emploi en catégorie B (« demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercés une activité réduite de 78 heures au moins au cours du mois ») ou catégorie C (« une activité réduite longue de plus de 78 heures au cours du mois »).

- Sont participants « **inactifs** », les participants sans emploi, n'étant pas en recherche active d'emploi ou indisponibles pour travailler immédiatement au premier jour de l'opération (convention) FSE.

Il s'agit, par exemple, des jeunes n'ayant jamais travaillé, étudiants, personnes en incapacité temporaire de chercher un emploi (problèmes de santé, contraintes de garde d'enfant, de logement, de transport, etc.), hommes et femmes au foyer, congé parental, CLCA (complément de libre choix d'activité).

Sont concernés les participants confrontés à au moins un frein à l'emploi à l'entrée de l'opération.

- Sont « **salariés** », les participants en emploi salarié (CDI, CDD, contrat d'intérim, contrat aidé, etc.), y compris en congés maternité, paternité ou maladie.
 - Sont « **jeunes de moins de 25 ans** », les participants âgés de moins de 25 ans au premier jour de l'opération à partir de la date de naissance saisie dans Ma démarche FSE.
- II. Le bénéficiaire a la responsabilité de la saisie des données dans Ma Démarche FSE (saisie directe ou importation de fichiers) pour toutes les informations relatives aux indicateurs participants et entités communs et spécifiques, y compris les indicateurs du cadre de performance calculés à partir des mêmes données.
- III. Il est possible de caractériser les participants comme « inactifs », « chômeurs », « travailleurs indépendants » ou « salariés » conformément à la définition de la Commission européenne, à partir des données disponibles dans le système d'information des bénéficiaires, le cas échéant. Dans ce cas, le bénéficiaire doit retenir un critère, non cumulatif, pour chaque opération pour le flux et pour le stock.
- IV. Les participants doivent être comptabilisés à chaque fois qu'ils entrent dans une nouvelle opération (convention), mais ils ne doivent être comptabilisés qu'une seule fois pour une même opération (convention), quand bien même ils en seraient entrés et sortis plusieurs fois quelle qu'en soit la raison.

MODE OPERATOIRE

Le module de saisie des indicateurs liés aux participants est actif depuis la recevabilité du dossier sur la plateforme dématérialisée Ma démarche FSE (MDFSE).

Il faut saisir au fil de l'eau les données liées aux participants à l'aide des outils mis à disposition dans MDFSE :

- tableau de suivi Excel reprenant les items des questionnaires de recueil des données à télécharger ;
- saisie directe dans MDFSE à partir de l'onglet « Indicateurs participants ».

Parmi les questions posées dans MDFSE à partir de l'onglet « indicateurs participants », une porte sur le « statut sur le marché du travail à l'entrée dans l'action ». La liste déroulante offre les possibilités de réponses suivantes : chômeurs, inactif, exerce un emploi aidé, IAE, etc.

Pour répondre à cette question, il faudra se référer aux définitions suivantes :

1- Pour les participants déjà présents dans le dispositif à la date de démarrage de la convention FSE (STOCK) :

- inscription dans le dispositif depuis plus de 12 mois : chômeur ;
- inscription dans le dispositif depuis moins de 12 mois : inactif.

2- Pour les participants entrant dans le dispositif en même temps que dans l'opération FSE (FLUX) :

- éloignement à l'emploi inférieur à 16 mois : chômeur ;
- éloignement à l'emploi supérieur à 16 mois : inactif.

3- Cas particuliers des participants en activité :

- *Contrats aidés (SIAE)*
 - Si STOCK : « salarié en contrat aidé » ;
 - Si FLUX : « inactif » ou « chômeur ».
- *Autres contrats à temps partiel :*

Les participants en activité réduite, en temps partiel de quelques heures par semaine, c'est-à-dire inscrits à Pôle Emploi en catégorie B (demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte de 78 heures ou moins au cours du mois) ou catégorie C (une activité longue de plus de 78 heures au cours du mois) doivent être considérés comme « chômeurs » plutôt que « salariés ».

Annexe F spécifique aux appels à projets du Département de l'Aisne

Questionnaire de recueil des données participants à la sortie d'une opération FSE (créé par le Département de l'Aisne, il ne s'agit pas d'un outil national)

Participant

Nom :

Prénom :

Date de naissance :

Date de sortie :

Motif de sortie :

- A Achevé l'opération
- A quitté l'opération avant le terme prévu

Raisons de l'abandon :

- A trouvé un emploi, une formation, un stage
- Problème de santé, maladie
- Problème de garde d'enfant
- Autre raison (déménagement, décès)

Situation sur le marché du travail à la sortie :

- Accède à une activité d'indépendant, création d'entreprise
- Accède à un emploi durable (CDI, CDD de plus de 6 mois)
- Accède à un emploi temporaire (intérim, CDD moins de 6 mois)
- Accède à un emploi aidé yc IAE
- Suit des études ou une formation (accès à la formation)
- En recherche d'emploi sans suivre de formation ni d'études
- Inactif, ni en emploi, ni en formation, ni en recherche d'emploi

Résultats à la sortie de l'opération :

- Le participant a obtenu une qualification au terme de sa participation :
 - Oui
 - Non
- Le participant a achevé une formation de développement des compétences :
 - Oui
 - Non
- Le participant a achevé une formation pré-qualifiante :
 - Oui
 - Non
- Le participant a achevé une formation aux savoirs de base :
 - Oui
 - Non
- Le participant entame une nouvelle étape du parcours :
 - Oui
 - Non

Annexe G

Protection des données à caractère personnel

En demandant le cofinancement de son action par le FSE, le bénéficiaire s'engage à l'obligation :

- de collecter certaines données sur les participants au moment de leur entrée sur l'action ;
- de fournir au gestionnaire FSE les pièces justificatives des dépenses présentées sur une base réelle au bilan d'exécution, dont les fiches de paie des salariés affectés à l'opération.

Il veillera au respect et à l'application du règlement 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (dit RGPD).

Le bénéficiaire du FSE prendra donc les mesures nécessaires pour informer les personnes concernées par le traitement de leurs données, à savoir :

- les participants à l'opération soutenue par le FSE ;
- les salariés affectés à l'opération soutenue par le FSE.

I- La collecte et le suivi des données des participants

L'Union européenne et la France se sont engagées à évaluer l'efficacité des actions financées par l'argent européen. Dans ce but, le règlement UE n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 rend obligatoire la collecte de certaines données sur la situation de chacune des personnes qui participent à une action.

Les données recueillies par le questionnaire d'entrée du participant sur une opération cofinancée par le FSE feront l'objet d'un traitement informatique destiné :

- A connaître l'évolution de la situation personnelle des participants entre le début et la fin de l'action ;
- A évaluer l'utilisation du Fonds social européen en France. Certains participants pourront être recontactés dans le cadre d'enquêtes plus approfondies.

Si une personne veut participer à l'action, elle a l'obligation de fournir les données demandées, sauf pour les questions où il existe la possibilité de répondre « Ne souhaite pas répondre / ne sait pas ».

Il est important de veiller à l'exactitude, à la précision et à la lisibilité des réponses.

Le porteur de projet peut utiliser le questionnaire d'entrée FSE de la DGEFP, mis à disposition sur MDFSE, portant à connaissance du participant les informations légales quant au traitement de ses données personnelles. S'il choisit un autre support, il veillera à garantir la fiabilité des données recueillies et à informer les participants de l'objet de la collecte et du traitement de leurs données, conformément au RGPD.

L'organisme mettant en œuvre l'action cofinancée par le FSE a l'obligation de détruire ce questionnaire papier dès que les données qu'il contient auront été saisies dans le système d'information « Ma démarche FSE ».

II- La justification des dépenses directes de personnelles

Le contrôle de service fait est la vérification administrative, physique et comptable d'un bilan d'exécution produit par un bénéficiaire à l'appui de sa demande de paiement au titre d'une opération cofinancée. Il a pour finalité de déterminer le montant FSE dû au bénéficiaire après examen des dépenses déclarées dans le bilan d'exécution.

Les données à caractère personnel traitées sont les informations des salariés dont les données sont collectées pour justifier la valorisation des dépenses de personnels.

L'arrêté du 25 janvier 2017 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 stipule que **le bénéficiaire doit présenter au gestionnaire des copies des bulletins de paie pour justifier les dépenses de personnel.**

Il appartient au bénéficiaire d'informer ses salariés affectés à l'opération FSE de la communication de leurs bulletins de salaire au plus tard au moment du dépôt du bilan d'exécution.

Les détails des éléments constitutifs de la paie du salarié - charges sociales, charges patronales, primes, arrêts maladie, etc. – sont nécessaires à l'examen des dépenses déclarées. Néanmoins, toute information non utile à l'objectif du traitement opéré pourra être occultée avant transmission (ex : numéro de sécurité sociale du salarié).

III- Condition du traitement des données

Responsable du traitement :

Le Responsable du traitement des données collectées par le questionnaire d'entrée est la Délégation Générale à l'Emploi et à la Formation Professionnelle (DGEFP), en tant qu'autorité de gestion des programmes opérationnels nationaux du Fonds social européen (FSE) et de l'Initiative pour l'emploi des jeunes (IEJ) de 2014 à 2020.

Ministère du travail, DGEFP, sous-direction Europe et International, 14 avenue Duquesne, 75350 PARIS 07 SP.

Le Responsable du traitement des données relatives aux dépenses directes de personnel est la Cellule Europe au sein du Service Politiques Territoriales, Attractivité et Affaires Européennes du Conseil départemental de l'Aisne, en tant qu'Organisme Intermédiaire, gestionnaire d'une subvention globale du Fonds social européen (FSE) de 2014 à 2020.

Conseil départemental de l'Aisne, rue Paul Doumer, 02000 Laon.

Destinataires des données :

Les destinataires des données collectées sont les organismes chargés de la gestion du FSE et de l'IEJ en France ainsi que les autorités et services nationaux et européens chargés du contrôle de leur bonne utilisation.

Au sein de ces organismes et services, les agents ayant accès à ces données sont ceux qui ont besoin d'y avoir accès pour accomplir les missions qui leur sont confiées.

Enregistrement et conservation des données :

Les données recueillies vont être enregistrées dans le système d'information « Ma démarche FSE » par l'organisme mettant en œuvre l'action cofinancée par le FSE.

Les données enregistrées dans le système d'information « Ma démarche FSE » seront conservées jusqu'au 31 décembre 2033 conformément aux obligations de contrôle et de conservation des données imposées par les règlements européens.

Droits des personnes physiques:

Chacun dispose droit d'accès et de rectification concernant ses données. Pour l'exercer, contacter le Délégué à la Protection des données de l'autorité de gestion (protectiondesdonneesdgefp@emploi.gouv.fr) ou au Délégué à la Protection des données de l'organisme gestionnaire (dpo@aisne.fr).

Si une personne estime, après avoir contacté le Délégué à la Protection des Données, que ses droits ne sont pas respectés ou que le dispositif mis en œuvre n'est pas conforme aux règles de protection des données, elle peut adresser une réclamation à la Commission Nationale Informatique et Libertés (CNIL).

ANNEXE H

Note de nommage des pièces-jointes sur MDFSE (DIRECCTE Hauts-de-France)

Nature de la note : Fonds Social Européen (FSE) Dématérialisation et archivage numérique.

Date : Décembre 2016.

Contexte : Dans un souci de cohérence, tant pour les bénéficiaires que pour les autorités de gestion, de certification et d'audit, compte tenu notamment du nombre potentiellement important de pièces-jointes aux bilans d'exécution, il apparaît nécessaire d'harmoniser les règles de nommage des pièces-jointes dans l'applicatif Ma démarche FSE.

Destinataires : les bénéficiaires de subvention FSE.

Objet : Dénomination des pièces jointes aux bilans dans Ma démarche FSE.

Fonds concerné(s) : PON FSE – PO IEJ Programmation 2014-2020.

Zone géographique : Territoire des Hauts-de-France.

Modalités :

- ✓ Les pièces doivent être téléchargées sous la bonne rubrique. Ces rubriques sont les suivantes : Justificatif de réalisation de l'opération (PJ_REA...), Eligibilité du public (PJ_ELI...), Modalités de respect des obligations de publicité (PJ_PUB...), Autres pièces justificatives nécessaires à la bonne compréhension du projet (PJ_AUT...), Dépenses de personnel (DPE...), Dépenses de fonctionnement (DPF...), Dépenses de prestation (DPR...), Dépenses de participants (DPA...), Ressources (RES...)
- ✓ Le principe : chacune des pièces téléchargées doit être nommée de manière précise et lisible pour que chacun puisse identifier rapidement, à la lecture du titre, de(s) quelle(s) pièce(s) il s'agit. Chaque intitulé doit donc comporter des éléments précisant le contenu de la pièce jointe et le cas échéant des éléments datés.
 - 1- Il est indiqué au bénéficiaire que les services gestionnaires se réservent le droit de refuser le traitement des données si celles-ci ne sont pas suffisamment répertoriées et identifiées.
- ✓ Voici ci-dessous une liste d'exemple par type de rubrique qui comporte la plupart des cas de figures rencontrés. Cette liste n'est toutefois pas exhaustive et selon les besoins de lecture et d'identification, le bénéficiaire pourra évidemment compléter cette liste par des intitulés en adéquation avec les pièces concernées ou éventuellement raccourcir les titres proposés.
 - **Justificatif de réalisation de l'opération :**
 - PJ_REA_Lcompte rendu réunion de travail 10/10/2016
 - PJ_REA_2_feuille émargements réunion de travail 10/10/2016
 - PJ_REA_3_extraction i-milo DUPONT Pierre
 - PJ_REA_4_extraction i-milo DURAND Nicolas
 - PJ_REA_5_compte-rendu entretien NI' 01 DUPONT Pierre
 - PJ_REA_6_compte-rendu entretien N°01 DURAND Nicolas
 - **Justificatifs de l'éligibilité du public :**
 - PJ_ELI_1_carte identité DUPONT Pierre
 - PJ_EL1_2_justificatifs domicile DUPONT Pierre
 - PJ_EL1_3_attestation de qualité de NEET DUPONT Pierre

– **Modalités de respect des obligations de publicité :**

PJ_PUB_Lphoto affiches bureaux
PJ_PUB_2_cartes de visite salariés
PJ_PUB_3_copie écran site internet

– **Autre(s) pièce(s) justificative(s) nécessaire à la bonne compréhension du projet**

PJ_AUT_1_attestation commissaire aux comptes

S'agissant de la preuve de l'acquittement des dépenses, il est possible que le bénéficiaire dispose de plusieurs pièces (relevés bancaires, factures acquittées...). Dans ce cas, il est nécessaire de rassembler l'ensemble des pièces justificatives dans une seule pièce jointe intitulée par exemple : PJ_AUT_2_acquittement dépenses

– **Dépenses de personnel :**

PJ_DPE_LLECLERC Jérôme bulletins paie
PJ_DPE_2_LECLERC Jérôme fiches suivi temps
PJ_DPE-3_bordereau taxe sur salaire année 2015

– **Dépenses de fonctionnement :**

PJ_DPF_Lfacture location mobilière Sté CAPITAL sept 2015
PJ_DPF_2_facture achat fournitures de bureau Sté LOGIC BURO juil. 2016 PJ_DPF_3_justificatifs
frais de déplacement LECLERC Jérôme mai 2016

– **Dépenses de prestation :**

DPR_Lfacture Sté FORMACTIF juin 2015
PJ_DPR_2_mise en concurrence prestation formation bureautique juin 2015

– **Dépenses de participants :**

PJDPA 1 _facture restauration Sté FOOD mars 2015
PJ DPA 2 _facture autocar Sté TRANS mars 2015

– **Ressources :**

PLRES_Lattestation paiement DREETS CPO
PLRES_2_convention DREETS CPO

Mode de diffusion : Courriel.